

CODES EN POCHE

Code de droit international pénal

2004

Édition à jour au 1^{er} novembre 2004

Eric DAVID



BRUYLANT

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

PREMIÈRE PARTIE DROIT INTERNATIONAL PÉNAL

I. Entraide judiciaire en matière pénale	23
<i>A. Entraide judiciaire en matière de prévention, d'enquête et d'instruction</i>	25
1. ENTRAIDE JUDICIAIRE AU PLAN UNIVERSEL	25
• Statuts de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) (13 juin 1956).....	25
2. ENTRAIDE JUDICIAIRE DANS LE CADRE DU CONSEIL DE L'EUROPE	35
• Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (Strasbourg, 20 avril 1959).....	35
• Protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (Strasbourg, 17 mars 1978)	44
• Deuxième protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (Strasbourg, 8 novembre 2001).....	47
3. ENTRAIDE JUDICIAIRE DANS LE CADRE DE L'UNION EUROPÉENNE.....	65
• Acte du conseil portant établissement de la Convention sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un office européen de police (Convention Europol) (95/C 316/01, 26 juillet 1995).....	65
• Protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la Convention portant création d'un office européen de police (Bruxelles, 24 juillet 1996).....	98
• Acte du Conseil établissant, sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la Convention portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), un protocole modifiant ladite Convention (2004/C 2/01, 27 novembre 2003).....	100
• Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la Convention portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), modifiant ladite Convention (27 novembre 2003)	101
• Action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant un cadre d'échange de magistrats de liaison visant à l'amélioration de la coopération judiciaire entre les Etats membres de l'Union européenne (96/277/JAI, 22 avril 1996)	110

• Action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne concernant la création d'un réseau judiciaire européen (98/428/JAI, 29 juin 1998)	112
• Décision-cadre du Conseil relative aux équipes communes d'enquête (2002/465/JAI, 13 juin 2002)	117
• Acte du Conseil établissant, conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne (2000/C 197/01, 29 mai 2000) ..	121
• Acte du Conseil établissant, conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, le protocole à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne (2001/C 326/01, 16 octobre 2001)	141
• Protocole à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne (Luxembourg, 16 octobre 2001)	142
• Décision du Conseil instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité (2002/187/JAI, 28 février 2002)	149
• Accord entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire (25 juin 2003)	171
B. Entraide judiciaire en matière d'exercice de la répression ..	182
1. DANS LE CADRE DU CONSEIL DE L'EUROPE	182
• Convention européenne d'extradition (Paris, 13 décembre 1957)	182
2. DANS LE CADRE DU BENELUX	195
• Traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (Bruxelles, 27 juin 1962)	195
3. DANS LE CADRE DE L'UNION EUROPÉENNE	210
• Accord entre les Etats membres des Communautés européennes relatif à la simplification et à la modernisation des modes de transmission des demandes d'extradition (Saint-Sébastien, 26 mai 1989)	210
• Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne (Bruxelles, 10 mars 1995)	212
• Acte du Conseil établissant la Convention relative à l'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne (96/C 313/02, 27 septembre 1996)	217
• Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à l'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne (Dublin, 27 septembre 1996)	218
• Décision-Cadre du Conseil relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres (2002/584/JAI, 13 juin 2002)	227
• Accord entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'extradition (Washington, 25 juin 2003)	246

C. Entraide judiciaire en matière d'exécution de la peine	255
• Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition (Strasbourg, 30 novembre 1964)	255
• Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (Strasbourg, 21 mars 1983)	263
D. Entraide judiciaire en matière de contrôle des frontières	272
• Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (Schengen, 19 Juin 1990)	272
• Protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne (Amsterdam, 2 octobre 1997)	327
• Décision du Conseil modifiant les dispositions de l'article 40, paragraphes 1 et 7, de la Convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (Décision 2003/725/JAI, 2 octobre 2003)	330
• Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traite sur l'Union européenne, relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre les administrations douanières (Bruxelles, 18 décembre 1997)	332
• Décision-Cadre du Conseil visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (2002/946/JAI, 28 novembre 2002)	353
• Directive 2002/90/ce du Conseil définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (2002/90/CE, 28 novembre 2002)	358
II. Incriminations internationales	361
A. Incriminations destinées à protéger l'Etat	363
1. <i>JUS CONTRA BELLUM</i>	363
• <i>Allied Control Council Law n° 10</i> (Berlin, 20 December 1945)	363
• Principes du droit international consacrés par le statut du Tribunal de Nuremberg et dans le jugement de ce tribunal (Genève, 29 juillet 1950)	366
• Résolution de l'AGNU sur la formulation des principes de Nuremberg (12 décembre 1950)	368
• Définition de l'agression (14 décembre 1974)	369
• Projet de code des crimes contre la paix et sécurité de l'humanité (26 juillet 1996)	372
2. DROIT DES CONFLITS ARMÉS	381
• Conventions de Genève du 12 août 1949 et 1 ^{er} Protocole additionnel du 8 juin 1977 sur la protection des victimes de la guerre (extraits)	381
• Résolution de l'AGNU sur l'extradition et le châtement des criminels de guerre (13 février 1946)	386

• Résolution de l'AGNU sur la confirmation des principes de droit international reconnus par le statut de la Cour de Nuremberg (11 décembre 1946)	387
• Résolution de l'AGNU sur la question du châtimeut des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité (18 décembre 1971).....	388
• Résolution de l'AGNU sur les principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le chatimeut des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité (3 décembre 1973)	389
• Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (New York, 26 novembre 1968)	391
• Convention européenne sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre (Strasbourg, 25 janvier 1974)	394
• Convention relative au statut des réfugiés (extraits) (Genève, 28 juillet 1951) ..	396
• Protocole relatif au statut des réfugiés (extraits) (New York, 31 janvier 1967) ..	399
• Déclaration de l'AGNU sur l'asile territorial (14 décembre 1967).....	400
3. FAUX MONNAYAGE	403
• Convention internationale pour la répression du faux monnayage (Genève, 20 avril 1929)	403
• Décision-Cadre du Conseil visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro (2000/383/JAI, 29 mai 2000)	409
4. TERRORISME	415
a. <i>Droit international universel</i>	415
• Résolution de l'AGNU sur le terrorisme : Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou aneantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le desespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux (9 décembre 1985)	415
• Convention internationale pour la repression des attentats terroristes à l'explosif (15 décembre 1997)	418
• Convention internationale pour la repression du financement du terrorisme (9 décembre 1999)	426
• Résolution 1373 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes (28 septembre 2001)	439
b. <i>Droit international régional</i>	443
• Convention européenne pour la répression du terrorisme (Strasbourg, 27 janvier 1977)	443
• Accord entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (Dublin, 4 décembre 1979)	447

• Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme (Strasbourg, 15 mai 2003)	449
• Décision-Cadre du Conseil relative à la lutte contre le terrorisme (2002/475/JAI, 13 juin 2002)	457
• Décision du Conseil relative à l'application de mesures spécifiques de coopération policière et judiciaire en matière de lutte contre le terrorisme, conformément à l'article 4 de la position commune 2001/931/PESC (2003/48/JAI, 19 décembre 2002)	464
5. ATTENTATS CONTRE DES PERSONNES INTERNATIONALEMENT PROTÉGÉES	469
• Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (New York, 14 décembre 1973)	469
• Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (9 décembre 1994)	474
• Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé	475
6. MERCENARIAT	484
• Résolution de l'AGNU sur les principes de base concernant le statut juridique des combattants qui luttent contre la domination coloniale et étrangère et les régimes racistes (12 décembre 1973) (extraits)	484
• 1 ^{er} Protocole additionnel à la Convention de Genève de 1949 sur la protection des victimes de la guerre (8 juin 1977) (extraits)	486
• Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires (4 décembre 1989)	487
7. CORRUPTION	494
<i>a. Droit international universel</i>	494
• Convention des Nations Unies contre la corruption (31 octobre 2003)	494
<i>b. Droit international régional</i>	538
• Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales (Paris, 17 décembre 1997)	538
• Convention pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption (Strasbourg, 27 janvier 1999)	544
• Convention établie sur la base de l'article K. 3 du Traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (Bruxelles, 26 juillet 1995)	558
• Acte du Conseil établissant un Protocole à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (96/C 313/01, 27 septembre 1996)	563
• Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes	564

- Acte du Conseil établissant le deuxième Protocole à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (97/C 221/02, 19 juin 1997) 569
- Convention établie sur la base de l'article K.3 paragraphe 2 point c) du Traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne (Bruxelles, 26 mai 1997) 577
- Décision-cadre 2003/568/JAI du conseil de l'UE relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (22 juillet 2003) 584
- 8. CERTAINES ATTEINTES À L'ORDRE COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN 590
- Traité instituant la Communauté européenne (Rome, 25 mars 1957) (Extraits) 590
- B. Incriminations destinées à protéger l'individu*** 594
- 1. GÉNOCIDE, DISPARITIONS FORCÉES, OTAGES, TORTURE 594
- Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Paris, 9 décembre 1948) 594
- Déclaration de l'AGNU sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (18 décembre 1992) 597
- Convention internationale contre la prise d'otages (New York, 17 décembre 1979) 603
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (New York, 10 décembre 1984) 609
- 2. ESCLAVAGE, TRAITE DES ÊTRES HUMAINS, EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS 621
- Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (Genève, 7 septembre 1956) 621
- Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (New York, 21 mars 1950) 626
- Décision-Cadre du Conseil relative à la lutte contre la traite des êtres humains (2002/629/JAI, 19 juillet 2002) 632
- Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (25 mai 2000) 637
- Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants 639
- Décision-Cadre relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie (2004/68/JAI, 22 décembre 2003) 646
- 3. STUPÉFIANTS 654
- Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (New York, 30 mars 1961) (extraits) 654

• Convention sur les substances psychotropes (Vienne, 21 février 1971)	664
• Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (Vienne, 20 décembre 1988)	687
4. PROTECTION PHYSIQUE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES	714
• Convention sur la protection physique des matières nucléaires (Vienne, 3 mars 1980)	714
5. CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE	724
• Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Palerme – New York, 15 novembre - 15 décembre 2000)	724
• Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée	727
• Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants	754
• Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée	763
• Action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3. du Traité sur l'Union européenne, relative à l'incrimination de la participation à une organisation criminelle dans les Etats membres de l'Union européenne (98/733/JAI, 21 décembre 1998)	775
6. BLANCHIMENT DES PRODUITS DU CRIME	779
• Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (Strasbourg, 8 novembre 1990)	779
• Action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'identification, le dépistage, le gel ou la saisie et la confiscation des instruments et des produits du crime (98/699/JAI, 3 décembre 1998)	795
C. Incriminations destinées à protéger la circulation des hommes et des messages	800
1. TRANSPORTS AÉRIENS	800
• Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Tokyo, 14 septembre 1963)	800
• Convention pour la repression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 16 décembre 1970)	807
• Convention pour la repression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 23 septembre 1971)	811
2. TRANSPORTS MARITIMES	817
• Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (Rome, 10 mars 1988)	817
• Protocole pour la repression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental (Rome, 10 mars 1988)	825

3. RADIODIFFUSION ET INFORMATIQUE	829
• Convention sur la cybercriminalité (Budapest, 23 novembre 2001)	829
• Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques (Strasbourg, 28 janvier 2003)	855
D. Incriminations destinées à protéger la nature	862
1. PROTECTION GÉNÉRALE DE LA NATURE	862
• Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Montego Bay, le 10 décembre 1982) (extraits)	862
• Décision-cadre relative à la protection de l'environnement par le droit pénal (2003/80/JAI, 27 janvier 2003)	903
2. CERTAINES PROTECTIONS SPÉCIFIQUES DE LA NATURE	908
• Convention de Londres, Mexico, Moscou et Washington sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets telle que modifiée à Londres les 12 octobre et 1 ^{er} décembre 1978, et le 1 ^{er} décembre 1980 (29 décembre 1972)	908
• Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le Protocole du 17 février 1978 (Londres, 2 novembre 1973)	918
E. Incriminations destinées à protéger certaines valeurs économiques	930
• Traité instituant la Communauté européenne (Rome, 25 mars 1957) (extraits)	930
• Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du Traité CE (16 décembre 2002)	933
• Convention sur les opérations financières des «initiés» (Strasbourg, 20 avril 1989)	961
• Directive du Parlement européen et du Conseil sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) (2003/6/CE, 28 janvier 2003)	967
• Directive de la Commission portant modalités d'application de la directive 2003/6/ce du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des opérations suspectes [...] (2004/72/CE, 29 avril 2004)	983
III. Juridictions pénales internationales	993
A. Anciennes juridictions pénales internationales	995
• Traité de paix de Versailles, entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne (extraits) (Versailles, 28 juin 1919)	995
• Accord de Londres (Londres, 8 août 1945)	996

• Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg (Londres, 8 août 1945)	998
• Charte du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (19 janvier 1946)	1004
B. Juridictions pénales internationales ad hoc	1010
• Statut du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Resolution 827 du Conseil de sécurité (25 mai 1993)	1010
• Règlement de procédure et de preuve du TPIY (14 mars 1994 - 28 juillet 2004)	1023
• Statut du Tribunal international pour le Rwanda (TPIR), Résolution 955 du Conseil de sécurité (8 novembre 1994)	1085
• Règlement de procédure et de preuve du TPIR (29 juin 1995-24 avril 2004)	1099
• Statut du Tribunal spécial pour la Sierra Leone	1153
• 1. Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le gouvernement sierra-léonais sur la création d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone (16 janvier 2002)	1153
• 2. Statut	1160
• Procès des Khmers Rouges, Chambres extraordinaires pour le Cambodge (22 mai 2003)	1168
• The Statute of the Iraqi Special Tribunal (10 December 2003)	1180
C. Cour pénale internationale	1198
• Statut de la Cour Pénale internationale (Rome, 17 juillet 1998)	1198
• Règlement de procédure et de preuve de la Cour Penale Internationale (New York, 30 juin 2000)	1265
• Eléments des crimes adopté par l'assemblée des Etats parties lors de la première session (New York, 3-10 septembre 2002)	1340

DEUXIÈME PARTIE

DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

I. Compétences extraterritoriales de l'État	1381
• Code pénal belge (8 juin 1867) (extraits)	1383
• Loi contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale (17 avril 1878)	1384
• Code judiciaire (10 octobre 1967) (extraits)	1393
II. Entraide judiciaire en matière pénale	1395
A. Entraide judiciaire en matière de prévention, d'enquête et d'instruction	1397
• Loi transposant la décision du Conseil de l'Union européenne du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité (21 juin 2004)	1397

B. Entraide judiciaire en matière d'exercice de la répression ..	1401
• Lois belges sur l'extradition (1 ^{er} octobre 1833 et 15 mars 1874).....	1401
• Loi du 1 ^{er} octobre 1833 sur les extraditions	1401
• Loi du 15 mars 1874 sur les extraditions	1402
• Loi relative au mandat d'arrêt européen (19 décembre 2003).....	1405
C. Entraide judiciaire en matière d'exécution de la peine	1421
• Loi sur le transfèrement inter-étatique des personnes condamnées (23 mai 1990)	1421
III. Incrimination en droit belge des infractions internationales.....	1425
A. Incriminations destinées à protéger l'Etat	1427
1. CRIMES DE GUERRE	1427
• Loi relative à la compétence des juridictions militaires en matière de crimes de guerre (20 juin 1947)	1427
• Code pénal belge (8 juin 1867) (extraits)	1428
2. FAUX MONNAYAGE	1435
3. TERRORISME	1435
• Code pénal belge (extraits)	1435
• Loi relative aux infractions terroristes (19 décembre 2003).....	1438
4. MERCENARIAT	1440
• Loi concernant les services dans une armée ou une troupe étrangère se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger (1 ^{er} août 1979)	1440
5. CORRUPTION	1442
• Code pénal belge (extraits)	1442
B. Incriminations destinées à protéger l'individu	1446
1. GÉNOCIDE, DISPARITIONS FORCÉES, OTAGES, TORTURE	1446
• Code pénal belge (extraits)	1446
• Code pénal belge (extraits)	1447
2. TRAITE DES ÊTRES HUMAINS, EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS	1449
3. STUPÉFIANTS	1449
4. PROTECTION PHYSIQUE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES	1450
• Code pénal belge (extraits)	1450
5. BLANCHIMENT DES PRODUITS DU CRIME	1451
• Code pénal belge (extraits)	1451

C. Incriminations destinées à protéger la circulation des hommes et des messages	1453
1. TRANSPORTS AÉRIENS	1453
• Loi portant approbation de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, faite à La Haye, le 16 décembre 1970 (2 juin 1973)	1453
• Loi portant approbation de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montreal le 23 septembre 1971, et modifiant la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne (20 juillet 1976)	1454
2. PIRATERIE	1454
3. RADIODIFFUSION ET INFORMATIQUE	1455
D. Incriminations destinées à protéger la nature	1458
1. DÉTERMINATION DES ESPACES MARINS BELGES	1458
• Loi concernant la zone économique exclusive de la Belgique en Mer du Nord (22 avril 1999)	1458
2. PROTECTION DES ESPACES MARINS BELGES	1475
• Loi visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique (20 janvier 1999)	1475
3. PROTECTION DES ESPACES MARINS	1500
• Loi portant approbation de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets faits à Londres, Mexico, Moscou et Washington le 29 décembre 1972 et modifiés à Londres le 12 octobre 1978, le 1 ^{er} décembre 1978 et le 1 ^{er} décembre 1980 (20 décembre 1984)	1500
• Loi du 6 avril 1995 relative à la prévention de la pollution de la mer par les navires	1502
IV. Coopération avec les juridictions pénales internationales	1515
• Loi concernant la coopération avec la cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux (29 mars 2004)	1517